

Boris Johnson a le courage, lui, de s'attaquer à la "culture de la dénonciation" à l'université (MAJ).

écrit par Jean-Paul Saint-Marc | 18 février 2021

« Islamo- gauchisme » : stopper la confusion et les polémiques stériles

Interrogée sur CNews, la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation a annoncé qu'elle allait demander « notamment au CNRS » de faire une enquête sur « l'ensemble des courants de recherche » à propos de « l'islando- gauchisme » à l'université, « de manière à ce qu'on puisse distinguer ce qui relève de la recherche académique et ce qui relève du militantisme et de l'opinion ».

La CPU fait part de sa stupeur face à une nouvelle polémique stérile sur le sujet de l'« islamo-gauchisme » à l'université. « L'islamo- gauchisme » n'est pas un concept. C'est une pseudo-notion dont on chercherait en vain un commencement de définition scientifique, et qu'il conviendrait de laisser, sinon aux animateurs de Cnews, plus largement, à l'extrême droite qui l'a popularisé. Utiliser leurs mots, c'est faire le lit des traditionnels procureurs prompts à condamner par principe les universitaires et les universités.

Comme l'avait justement rappelé dans une tribune le 26 octobre dernier la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, « l'université n'est ni la matrice de l'extrémisme, ni un lieu où l'on confondrait émancipation et endoctrinement. L'université n'est pas un lieu d'encouragement ou d'expression du fanatisme, » mais « le lieu où s'apprennent le doute comme la modération ainsi que la seule de nos institutions capable d'éclairer l'ensemble de la société, de l'école aux médias, par une connaissance scientifiquement établie, discutée et critiquée collégialement. » Rien ne saurait justifier un changement de discours à ce sujet.

La CPU regrette donc la confusion entre ce qui relève de la liberté académique, la liberté de recherche dont l'évaluation par les pairs est garantie, et ce qui relève d'éventuelles fautes ou d'infractions, qui font l'objet si nécessaire d'enquêtes administratives (par l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche), ou d'enquêtes pénales. La CPU s'étonne ainsi de l'instrumentalisation du CNRS dont les missions ne sont en aucun cas de produire des évaluations du travail des enseignants-chercheurs, ou encore d'éclaircir ce qui relève « du militantisme ou de l'opinion ». La CPU réclame, au minimum, des clarifications urgentes, tant sur les fondements idéologiques d'une telle enquête, que sur la forme, qui oppose CNRS et universités alors que la recherche est menée conjointement sur nos campus par les chercheurs et les enseignants-chercheurs.

La CPU appelle à élever le débat. Si le gouvernement a besoin d'analyses, de contradictions, de discours scientifiques étayés pour l'aider à sortir des représentations caricaturales et des arguties de café du commerce, les universités se tiennent à sa disposition. Le débat politique n'est par principe pas un débat scientifique : il ne doit pas pour autant conduire à raconter n'importe quoi.

***Certes les Anglais n'ont pas la même conception de la nation
que les Français,
mais ils se défendent et la défendent !***

**Au Royaume-Uni, le gouvernement s'attaque
à la «cancel culture» dans les**

universités...

Ce qui change de Minus ! Ce n'était pas un Brexit pour rigoler... Leurs dirigeants se soumettent au vote du peuple, ils ne tentent pas à le rééduquer !

Le gouvernement britannique a annoncé des mesures pour «garantir la liberté d'expression» dans les établissements d'enseignement supérieur.

Le gouvernement britannique a annoncé ce mardi 16 février des mesures pour «garantir la liberté d'expression» dans les universités et tempérer les effets de la «cancel culture» qui priverait de parole certains universitaires, s'attirant des accusations d'ingérence dans le fonctionnement des établissements.

Avec son projet de loi, le gouvernement veut ainsi éviter que des universitaires ne perdent leur emploi pour avoir exprimé des positions controversées, mais aussi empêcher que les pressions étudiantes ne conduisent à l'annulation de certains orateurs invités à des conférences, et décriés pour ces mêmes raisons.

«Je suis profondément inquiet de l'effet paralysant sur les campus d'une censure et d'un silence inacceptables», a déclaré mardi le ministre de l'Éducation Gavin Williamson. «Nous devons renforcer la liberté d'expression dans l'enseignement supérieur, en renforçant les obligations légales existantes et en veillant à ce que des mesures énergiques soient prises en cas de violation».

«La liberté d'expression est au cœur même de notre démocratie» Boris Johnson

Le gouvernement envisage donc de nommer un «champion de la liberté d'expression» pour enquêter sur les cas où cette liberté a été violée, mais aussi de permettre aux universitaires qui ont perdu leur emploi dans des litiges

similaires d'éventuellement réclamer une indemnisation.

«La liberté d'expression est au cœur même de notre démocratie», a estimé le Premier ministre Boris Johnson sur Twitter. «Il est tout à fait juste que nos grandes universités – lieux historiques de la liberté de penser – voient désormais cette liberté protégée et renforcée par des protections juridiques plus solides».

Ces propositions ont été saluées par un groupe de chercheurs dans le quotidien conservateur The Times. «*Ces dernières années, trop d'universitaires ont été marginalisés parce qu'ils ont des opinions peu orthodoxes sur des questions comme le genre, le Brexit et l'héritage de l'empire*» britannique, peut-on lire dans leur lettre ouverte.

«Des orateurs stimulants ont été désinvités (de débats) et les universités font souvent passer la ''sécurité émotionnelle'' des étudiants avant la liberté d'enquêter», poursuivent-ils. «La plus grande menace contre la liberté d'expression ne provient pas du personnel ou des étudiants, ou de ce qu'on appelle la ''cancel culture'', mais bien des tentatives du gouvernement de contrôler ce qui peut être dit ou pas sur le campus», a critiqué Jo Grady, secrétaire générale du syndicat des Universités et Colleges*.

*** *En voilà un qui ressemble bien aux syndicats français de l'enseignement.***

Selon Hillary Gyebi-Ababio, vice-présidente du Syndicat national des étudiants, «il n'existe pas de preuve d'une crise de la liberté d'expression sur les campus»*. Selon une étude récente, 0,06 % des conférences et des événements organisés dans les universités britanniques ont été interrompus ou annulés en raison de l'opinion des intervenants.

*** *Et un autre aux syndicats français des étudiants.***

Parmi les orateurs visés, on trouvait l'europhobe pro-Brexit Nigel Farage, la journaliste de la BBC [Jenni Murray](#) accusée de

transphobie* ou encore le philosophe [Roger Scruton](#), à qui sont reprochés des positions islamophobes et antisémites**.

** Jenni Murray ayant déclaré que les femmes transgenres ne sont pas de vraies femmes en raison de la biologie ! (Une vérité qui fait mal !)*

*** Le "antisémite" a, assurément, bon dos !*

Complément :

En France, un éveil de certains comme [la ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, Frédérique Vidal](#).

Quel est son poids ? Isolée ou pas ? Envoyée en éclaireur quitte à la sacrifier après ! Mais déjà des échos à l'assemblée nationale...

En tout cas, les présidents d'université ne sont pas restés sans réaction.

« islamo- gauchisme » : stopper la confusion et les polémiques stériles

Interrogée sur Océano, la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation a annoncé qu'elle était demandée notamment au CNRS « de faire une enquête sur l'ensemble des courants de recherche » à propos de « l'islamo- gauchisme » à l'université, « de manière à ce qu'on puisse distinguer ce qui relève de la recherche académique et de ce qui relève de militantisme et de l'opinion ».

Le CPU fait part de sa stupéfaction face à une nouvelle polémique stérile sur le sujet de l'« islamo- gauchisme » à l'université. « L'islamo- gauchisme » n'est pas un concept. C'est une pseudo-notion dont on chercherait en vain un commencement de définition scientifique, et qu'il conviendrait de laisser, ainsi que les amateurs de Océano, plus largement, à l'extrême droite qui l'a popularisée. Utiliser leurs mots, n'est faire le lit des traditionnels procureurs prompts à condamner par principe les universitaires et les universités.

Comme l'a été justement rappelé dans une tribune le 20 octobre dernier le ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, « l'université n'est ni le terrain de l'islamisme, ni un lieu où l'on confondrait islamophobie et antisémitisme, l'université n'est pas un lieu d'émoussagement ou d'expression du fanatisme », mais « le lieu où s'apprennent le doute comme la modération ainsi que le refus de nos institutions supérieures d'adopter l'opinion de la majorité, de l'écouter ou même, par une connaissance scientifiquement établie, discutée et critiquée-congruement, « bien ne saurait justifier un changement de discours à ce sujet.

Le CPU regrette dans la confusion entre ce qui relève de la liberté académique, la liberté de recherche dont l'évaluation par les pairs est garante, et ce qui relève d'éventuelles fautes ou d'infractions, qui font l'objet « nécessaires d'enquêtes administratives (par l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche), ou d'enquêtes pénales. Le CPU s'inquiète aussi de l'instrumentalisation du CNRS dont les missions ne sont en aucun cas de produire des évaluations du travail des enseignants-chercheurs, ou encore d'établir ce qui relève « du militantisme ou de l'opinion ». Le CPU réclame, au minimum, des clarifications urgentes, tant sur les fondements idéologiques d'une telle enquête, que sur la forme, qui oppose CNRS et universités ainsi que la recherche en marché conjuguement sur nos campus par les chercheurs et les enseignants-chercheurs.

Le CPU appelle à élever le débat, si le gouvernement a besoin d'analyses, de contradictions, de discours scientifiques élargis pour l'aider à sortir des représentations caricaturales et des injures de ceff de commerce, les universités se fiant à sa disposition, le débat politique n'est par principe pas un débat scientifique - il ne doit pas pour autant conduire à l'écarter l'important qui.

Le président de la Sorbonne, Jean Chambaz, mène la contre-offensive. Rien de surprenant quand on voit le pédigré de l'individu fort marqué politiquement, quand on sait l'infiltration de l'Université par la gauche, dont les communistes qui y ont trouvé refuge après la débâcle de l'URSS et donc du PCF. Un entrisme qui date de la fin de la deuxième guerre mondiale avec l'influence des Langevin-Wallon (sur l'EN en particulier, déjà la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans), ou des philosophes comme Sartre dans les milieux intellectuels, etc... Pour contredire M. Jean Chambaz qui conteste la notion d'islamo-gauchisme comme un fait réel, le sujet n'est pas

étranger à des universitaires de renom. Ainsi [Pierre-André Taguieff](#), ex-directeur des recherches au CNRS publie un livre à paraître le 17 mars 2021, "[Liaisons dangereuses : islamo-nazisme, islamo-gauchisme](#)" (lire le résumé en fin d'article). Le sujet étalé sur la place politique lui fait une excellente PUB...

Mais Jean Chambaz n'est pas le seul à monter au créneau, le [sociologue Eric Fassin](#) spécialiste de ces nouvelles "sciences" sociales, de l'Université Paris VIII, [tente de noyer le poisson](#)...

Au moins l'islamo-gauchisme est abordé, même si certains mettent en cause Mme Vidal, au moins est-il sur la table, et c'est une défaite pour les gauchos du monde de l'université ! Une défaite, la preuve : [60% des français pensent comme Mme Vidal ou presque](#). L'écho est dans tous les milieux à des taux divers !

D'autre part, c'est un retour de bâton pour ceux qui ont refusé une commission d'enquête à l'assemblée, en supposant qu'une commission soit utile, demande déposée il y a déjà plusieurs mois !

A noter que dans le contexte actuel, même plus d'un an avant la présidentielle, il est de la politique de Macron de donner un coup à droite, suivi d'un à gauche... Ainsi Frédérique Vidal a-t-elle été envoyée au feu quitte à la désavouer ensuite pour excès de zèle... un peu comme Darmalin face à MLP.

Les grandes -et petites- manœuvres sont déjà de mise, de tous les côtés...

Résumé du livre de Pierre-André Taguieff.

Les convergences entre l'islam fondamentaliste et les extrémismes politiques se sont multipliées depuis les années 1920. Une première alliance idéologique, l'« islamo-nazisme », est apparue sous l'égide du « Grand Mufti » de Jérusalem, Amin al-Husseini, et des Frères musulmans. Après la Seconde

Guerre mondiale et la création de l'État d'Israël, une nouvelle configuration idéologique s'est développée au sein des mouvances tiers-mondistes ou altermondialistes ralliées à l'antisionisme radical : l' « islamo-gauchisme ».

En France, aujourd'hui, un profond clivage idéologico-politique oppose les anti-islamistes aux anti-islamophobes, lesquels sont souvent des islamo-gauchistes, c'est-à-dire des militants d'extrême gauche séduits par l'islam politique au point de s'en faire les défenseurs à travers des arguments antiracistes empruntés aux thèses décoloniales ou indigénistes. Les islamo-gauchistes forment des minorités actives sur les réseaux sociaux et dans l'espace universitaire. Ils visent à placer les citoyens devant ce dilemme : être pro-islamistes ou « islamophobes ».

Comment échapper à cette alternative inacceptable ? Comment préserver la liberté d'expression, et plus particulièrement le principe de la libre critique des religions, quand les défenseurs de la laïcité sont accusés de faire preuve d' « islamophobie » par les islamistes et ceux qui les soutiennent, directement ou non ?

Bien résumé n'est-il pas ?